

Les subsides

Je me rends compte que je répète la même chose, mais en dépit de toutes les assurances du nouveau gouvernement, les producteurs alimentaires de ma circonscription m'ont affirmé qu'ils n'étaient plus en mesure de poursuivre leurs activités. Je pense que ces cas concrets, ces histoires vécues et ces tragédies parlent d'elles-mêmes.

Je demande aux ministériels de prendre la chose au sérieux, car la déception est chose courante dans nos circonscriptions. Au nom de mes électeurs du secteur de la production alimentaire, nous demandons instamment au gouvernement de présenter des mesures qui permettront à notre agriculture de demeurer toujours rentable.

Pendant les dernières élections, le premier ministre (M. Mulroney) a déclaré, dans ma circonscription, que son parti avait arrêté tout un train de mesures pour régler nos problèmes agricoles. Les obligations agricoles auraient été une bonne solution, mais il n'en est plus question maintenant. Le parti conservateur a prétendu qu'il modifierait plutôt notre régime fiscal en allouant des déductions qui ne sont pas permises actuellement. Mais rien n'indique qu'il va agir.

Les conservateurs ont assuré qu'ils proposeraient à la Chambre une mesure semblable au programme d'administration agricole des États-Unis qui permet aux exploitants agricoles de rembourser les dettes énormes au fil des ans. Nous n'en avons pas encore entendu parler.

Le gouvernement a prétendu qu'il pourrait présenter immédiatement un projet de loi pour soutenir les agriculteurs et les éleveurs qui traversent une période extrêmement difficile. Ce projet de loi s'appelait, semble-t-il, la loi sur les dispositions financières relatives aux créanciers agricoles. Il l'a supprimé de sa liste.

On ne sait toujours pas si le gouvernement a une idée du triste état dans lequel se trouve le secteur agricole. Au demeurant, dans nombre de cas, il a simplement tourné le dos aux agriculteurs du Canada.

Nous avons entendu aujourd'hui le ministre du Commerce international (M. Kelleher) nous dire que le gouvernement avait concocté une idée merveilleuse. Il allait laisser entrer au pays des dizaines de millions de livres de bœuf en provenance d'Europe, du bœuf fortement subventionné qu'on allait écouler sur nos marchés à un prix inférieur au cours canadien. C'est aussi ridicule que ce que nous disait le ministre de l'Expansion économique régionale (M. Stevens) qui, en parlant d'une politique industrielle, annonçait qu'il avait de bonnes nouvelles pour la Chambre. Il a expliqué que Mitel, un chef de file mondial dans la technologie des communications, la deuxième société par ordre d'importance au Canada, une société très réputée à l'échelle internationale, serait entièrement vendue à des intérêts étrangers. Tous les députés du côté du gouvernement ont applaudi 15 ou 20 secondes à l'annonce de cette bonne nouvelle. C'est un jour bien sombre pour nous quand le Parlement félicite le ministre responsable de l'expansion industrielle dans notre pays de n'avoir pour bonnes nouvelles à nous annoncer que celle de la vente de l'une de nos meilleures sociétés à des étrangers. De cette façon, la technologie que nous, contribuables, avons financée au coût de dizaines de millions de dollars, pourra être exportée par une société étrangère qui en profitera. Voilà pour les bonnes nouvelles. Si ce sont là de

bonnes nouvelles, monsieur le Président, à quelles mauvaises nouvelles peut-on s'attendre dans le prochain budget!

● (1740)

La motion à l'étude nous demande de blâmer le gouvernement parce qu'un certain nombre de ses programmes concernant les sociétés d'État n'ont pas été bien conçus. J'ai écouté le député d'en face parler des mesures prises par le gouvernement pour aider nos producteurs de denrées alimentaires. J'attends avec impatience que la Chambre des communes soit saisie du projet de loi visant à supprimer Canagrex, pour savoir ce que les députés d'en face en pensent. Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) nous a déclaré que son gouvernement avait eu une bonne idée, au moment où nous nous efforçons d'élargir nos marchés et d'offrir de nouvelles possibilités économiques à nos producteurs de denrées alimentaires pour leur permettre de vendre leurs produits à l'étranger. Il a proposé de supprimer la société d'État qui s'occupe de ce genre de choses. Là encore, certains ont applaudi dans les rangs du gouvernement, lorsque le ministre a déclaré que Canagrex appartenait désormais au passé.

Au cours des premiers mois d'exploitation de Canagrex, des millions de dollars de ventes ont été organisées à l'étranger pour aider nos agriculteurs. J'ai posé une question au secrétaire parlementaire à ce sujet. Cette société d'État a été constituée pour aider les agriculteurs du Québec, de l'Ontario, de l'Ouest et de l'Est, et elle a obtenu d'excellents résultats. Je n'ai pas lu un seul rapport disant que Canagrex ne répondait pas aux espoirs les plus fous que l'on avait mis en elle. Toutefois, le gouvernement va la couler et la supprimer. En réalité, il l'a déjà fait.

Lorsque l'on considère ce qui se passe aujourd'hui, monsieur le Président, le gouvernement nous parle de l'aide qu'il a offerte aux agriculteurs, mais il faut admettre que la situation ne fait qu'empirer dans notre pays. Si nous évaluons la question des faillites agricoles—et je ne suis pas certain que ce soit la meilleure façon de mesurer la santé du secteur agricole mais c'en est une. Lorsqu'on examine les résultats en remontant jusqu'à 1979, il y a eu cette année-là 125 faillites agricoles au Canada. En 1980, il y en a eu 222, en 1981, 261, en 1982, 410, en 1983, 488 et, en 1984, 551. On comptera plus de 600 faillites agricoles en 1985, à en juger d'après le bilan jusqu'ici. Depuis cinq ans, les faillites agricoles augmentent chaque année dans notre pays. Ce n'est certainement que la partie visible de l'iceberg, si l'on tient compte de toutes les personnes qui abandonnent leur exploitation agricole, de la chute des prix et ainsi de suite.

Voyons un peu quelle était la dette des agriculteurs en 1979. La dette totale des agriculteurs s'élevait alors à 14.6 milliards de dollars, à un taux d'intérêt moyen de 11.6 p. 100. En 1981, elle avait atteint 18.5 milliards portant intérêt à 15.46 p. 100. A l'heure actuelle, la dette agricole est supérieure à 20 milliards et elle ne cesse d'augmenter. Je ne sais comment l'on peut mesurer la santé de l'agriculture dans notre pays. La seule méthode dont nous disposons semble indiquer que la situation se détériore de jour en jour. Il est temps de demander au gouvernement fédéral de prendre des mesures extraordinaires pour montrer la voie à suivre en vue de créer un milieu favorable à l'expansion de ce secteur.